In Extenso

In Extenso Rhône-Alpes
24 chemin des Verrières
BP 33
69751 Charbonnières Cedex

Tél : +33 (0) 4 78 34 19 54
Fax : +33 (0) 4 78 34 26 66
lyon.charbonnieres@inextenso.fr
www.inextenso.fr

ARACT AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
14 rue Passet
69002 LYON

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2019

SOMMAIRE

Pages

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS** 3

- **COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2019** 6

- **RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES** 19

* * *

ARACT AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
14 rue Passet
69007 LYON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de l'Association ARACT AUVERGNE RHÔNE-ALPES,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ARACT AUVERGNE RHÔNE-ALPES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 3 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ARACT AUVERGNE RHÔNE-ALPES à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.3 Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note des « *Faits caractéristiques et informations complémentaires* » de l'annexe des comptes annuels concernant :

- La comptabilisation en produit de subvention à recevoir de la somme de 500 028 € au titre de la subvention FSE 2019 pour le site Rhône-Alpes,
- La comptabilisation en produit de subvention à recevoir de la somme de 100 163 € au titre de la subvention FSE 2019 pour le site Auvergne.

Ces deux subventions n'ont pas reçu d'accord formalisé par une convention à la date du présent rapport.

Par ailleurs et toujours sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'information portée dans le paragraphe de la note faits caractéristiques de l'annexe des comptes annuels relative aux incidences liées aux mesures de contraintes prises par le Gouvernement pour faire face à la crise sanitaire liée au Coronavirus.

2.4 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'appréciation suivante qui, selon notre jugement professionnel, a été la plus importante pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

En dépit de l'absence de convention entre l'Union Européenne et l'ARACT Auvergne Rhône Alpes concernant les deux financements FSE évoqués au point 2.3, nous nous sommes assurés de la réalité de l'engagement des démarches entre les parties ayant comme finalité l'attribution des financements attendus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

3. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

4. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charbonnières, le 3 avril 2020

Le commissaire aux comptes
In Extenso Rhône-Alpes

Laurent SIMO

COMPTES ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2019

BILAN

ACTIF	31/12/2019 Brut	Amort. et prov.	Net	31/12/18 Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	**19 624**	**19 204**	**420**	**734**
Frais d'établissement			0	
Concessions, licences, logiciels, droits simil	19 624	19 204	420	734
Autres immobilisations incorporelles			0	0
Immobilisations corporelles	**1 668 419**	**995 591**	**672 828**	**590 065**
Terrains	49 680		49 680	49 680
Construction	1 084 495	649 793	434 702	469 952
Installations techniques, matériel et outillage			0	0
Autres immobilisations corporelles	534 245	345 798	188 447	70 434
Immobilisations financières (1)	**4 238**	**0**	**4 238**	**4 247**
Participations			0	0
Prêts			0	0
Autres	4 238		4 238	4 247
TOTAL I	**1 692 282**	**1 014 795**	**677 487**	**595 046**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	**0**	**0**	**0**	**0**
En-cours de production de services			0	
Marchandises			0	
Avances et acomptes sur commandes			**0**	
Créances (2)	**1 594 952**	**0**	**1 594 952**	**1 426 459**
Clients et comptes rattachés	40 940		40 940	86 975
Autres	1 554 012		1 554 012	1 339 484
Valeurs mobilières de placement			**0**	
Disponibilités	**336 029**		**336 029**	**460 151**
Charges constatées d'avance (2)	**12 783**		**12 783**	**11 868**
TOTAL II	**1 943 764**	**0**	**1 943 764**	**1 898 478**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)			**0**	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**3 636 046**	**1 014 795**	**2 621 251**	**2 493 524**
(1) dont à moins d'un an			897 575	871 706
(2) dont à plus d'un an			697 377	554 753

PASSIF (avant répartition)	31/12/2019	31/12/2018
FONDS PROPRES		
Fonds associatif	156 264	156 264
Réserve statutaire de trésorerie	969 680	931 611
Réserves pour projet associatif		
Autres réserves	36 526	36 526
Report à nouveau	132 929	22 114
Résultat net comptable exercice (excédent ou	-50 965	148 883
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	**1 244 434**	**1 295 399**
PROVISIONS		
Provisions pour risques	138 612	90 000
Provisions pour charges	183 276	143 901
TOTAL II	**321 888**	**233 901**
FONDS DÉDIÉS		
Sur subvention de fonctionnement	6 725	
TOTAL III	**6 725**	**0**
DETTES (1)		
Emprunts, dettes auprès établissements cré	190 548	103 278
Avances, acomptes reçus/commandes en c	9 850	7 014
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 709	133 539
Dettes fiscales et sociales	380 920	420 070
Autres dettes	190	864
Produits constatés d'avance	373 987	299 459
TOTAL IV	**1 048 204**	**964 224**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**2 621 251**	**2 493 524**
(1) dont à moins d'un an	900 852	885 807
dont à plus d'un an	147 351	78 417
(2) dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques		

Comptes Annuels 2019

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)	PRODUITS	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Charges d'exploitation			**Produits d'exploitation**		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stocks de marchandises					
Achats d'études et prestations de services	96 277	116 807	Prestations de services	230 138	332 436
Autres achats	43 868	39 749			
			Produits des activités annexes	21 480	18 096
Autres charges externes	343 957	302 420			
			Subventions d'exploitation	1 987 708	2 118 775
Impôts, taxes et versements assimilés	156 592	164 096			
			Autres produits	90 610	79 963
Salaires et traitements	1 147 896	1 217 383	Quote-part subvention d'investissement virée au résultat		
Charges sociales	503 745	566 073			
			Reprises provisions et amortissements d'exploitation		60 615
Autres charges		37			
			Transferts de charges d'exploitation	65 687	56 300
Dotations amortissements d'exploitation	63 260	56 172			
Dotations provisions d'exploitation	69 375	50 000			
TOTAL I	**2 424 971**	**2 512 737**	**TOTAL I**	**2 395 622**	**2 666 184**
Charges financières			**Produits financiers**		
Intérêts et charges assimilées	2 644	2 218	Autres intérêts et produits assimilés	897	1 423
Charges nettes sur cessions de V.M.P.			Produits nets sur cessions de V.M.P.		
Dotations aux amortissements et provisions financières			Reprises provisions et transferts de charges financières		
TOTAL II	**2 644**	**2 218**	**TOTAL II**	**897**	**1 423**
Charges exceptionnelles			**Produits exceptionnels**		
Sur opération de gestion	5 202	11 753	Sur opérations de gestion	8 940	3 588
Sur opération en capital			Sur opérations en capital	3 183	8 060
Dotations amortissements et provisions exceptionn	18 612		Reprises provisions et transferts charges exceptionnelles		
TOTAL III	**23 814**	**11 753**	**TOTAL III**	**12 123**	**11 648**
Impôts sur les bénéfices et assimilés	1 453	3 664			
TOTAL IV	**1 453**	**3 664**			
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV)	**2 452 882**	**2 530 372**	**TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)**	**2 408 642**	**2 679 255**
Engagements à réaliser sur ressources affectées (c	6 725		Report/ressources non utilisées exercices antérieurs (cpte 789)		
Solde créditeur : EXCÉDENT	**0**	**148 883**	**Solde débiteur : DÉFICIT**	**50 965**	**0**
TOTAL GÉNÉRAL	**2 459 607**	**2 679 255**	**TOTAL GÉNÉRAL**	**2 459 607**	**2 679 255**

Comptes Annuels 2019

ANNEXE

√ Faits caractéristiques

a/ subventions : 1 987 708 € en baisse de 6,18 % par rapport à 2018
b/ prestations payantes : 230 137 € en baisse de 30% par rapport à 2018 :
- interventions : 182 890 €
- interventions ARESO : 18 988 €
- formations : 22 180 €
- divers : 6 080 €

c/ prestations annexes 21 480 € : prestations mutualisées gestion/paie pour le réseau des aract

d/ revenus fonciers
- location de bureaux pour 293 m2 pour 51 296 €
- participation aux charges locatives pour 24 988 €

e/ évolution des fonds propres :
- 2017 : 1 146 516 €
- 2018 : 1 295 399 €
- 2019 : 1 244 434 €

f/ décomposition du résultat par activité - 50 965 €
- sur gestion conventionnelle : - 74 400 €
- sur gestion libre :
  * revenus prestations payantes 19 100 €
  * revenus fonciers : 4335€

Concernant les subventions FSE de Rhône-Alpes et d'Auvergne inscrites dans les comptes 2019 pour respectivement 250 003 € et 50 120 €, le dossier de l'ARACT Auvergne-Rhône-Alpes déposé le 25 Octobre 2019 bénéficie d'une inscription au comité de programmation du 6 Avril 2020.
La convention attributive pour 2019-2020 sera donc établie à l'issue de ce comité.

Concernant notre association, du fait du confinement et de la limitation de circulation des personnes, nous avons été conduits à limiter ou stopper une partie de nos activités.
Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.
Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020.

√ Principes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07). Il est également fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
L'association comptabilise les subventions en produits à réception dès la notification de la décision d'attribution.

En fin d'exercice, une analyse est menée afin de déterminer :
- la part des subventions rattachables à l'exercice et non utilisée en totalité à porter en fonds dédiés
- la part des subventions pluriannuelles à comptabiliser en produits constatés d'avance

√ Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiés par
rapport à l'exercice précédent.

√ Engagements hors bilan

Garantie donnée sur les travaux d'isolation du bâtiment :
caisse d'épargne : nantissement sur livret A : 91 500 €

ACTIF DU BILAN

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire
- logiciel : 1 an
- matériel informatique : 3 ans

√ Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Frais d'établissement				0
Brevets, licences, logiciels, ...	50 638		31 014	19 624
Autres				0
TOTAL	**50 638**	**0**	**31 014**	**19 624**

Amortissements

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Frais d'établissement				0
Brevets, licences, logiciels, ...	49 904	313	31 014	19 204
Autres				0
TOTAL	**49 904**	**313**	**31 014**	**19 204**

√ Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Terrains et constructions	1 134 175			1 134 175
Instal. générales, agencements, aménag. di	146 626	114 501	10 420	250 707
Matériel de transport	48 874	24 644	144	73 374
Matériel de bureau et informatique	98 737	6 564	6 494	98 807
Mobilier	112 585		1 229	111 357
TOTAL	**1 540 997**	**145 710**	**18 287**	**1 668 419**

Amortissements

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Terrains et constructions	614 543	35 250		649 793
Instal. générales, agencements, aménag. di	129 594	8 302	10 420	127 476
Matériel de transport	28 845	8 192	144	36 892
Matériel de bureau et informatique	79 026	8 871	6 494	81 403
Mobilier	98 923	2 332	1 229	100 027
TOTAL	**950 931**	**62 947**	**18 287**	**995 591**

√ Immobilisations financières

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Dépôts et cautionnement	4 247	139	147	4 238
				0
				0
				0
TOTAL	**4 247**	**139**	**147**	**4 238**

√ Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale et font l'objet d'une provision chaque fois que leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

		Liquidité de l'actif		
	Montant brut	Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	provisions
Détail créances Clients et comptes rattach				
Inra/Anact	6 000	6 000		
Aradel	8 175	8 175		
Aract Réunion	955	955		
Carsat	1 000	1 000		
CMSA	2 500	2 500		
Elestopole	23	23		
Mrie	17 788	17 788		
Client FAE	4 500	4 500		
	0			
	0			
	0			
sous-total	***40 940***	***40 940***	***0***	***0***
Détail des autres créances :				
Trop versé Fournisseur clé lyonnaise	82	82		
Avoir Otis	167	167		
Avoir à recevoir	8	8		
Salariés kmd à rembourser	271	271		
Anact	95 775	95 775		
Conseil régional	53 238	53 238		
Conseil régional FEDER	9 306	9 306		
Direccte FSE auv	247 429	100 163	147 267	
Direccte FSE RA	1 050 139	500 028	550 110	
ARS	58 728	58 728		
AG2r	16 668	16 668		
DRAAF	14 949	14 949		
Etat TVA	294	294		
Avance chèques dejeuner	6 596	6 596		
PDIE transport	360	360		
sous-total	***1 554 012***	***856 635***	***697 377***	***0***
TOTAL	**1 594 952**	**897 575**	**697 377**	**0**

√ Valeurs Mobilières de Placement

Au 31 décembre, le détail des valeur mobilières de placement est le suivant :

	Solde au 31/12/19
TOTAL	**0**

PASSIF DU BILAN

√ Fonds Propres

Les mouvements sur les fonds propres sont les suivants :

	Solde au 31/12/2018	Affectation du résultat 2018	Mvts 2019	Solde au 31/12/2019
Fonds associatif	156 264			156 264
Réserves statutaires de trésorerie	931 611	38 069		969 680
Réserves pour projet associatif	0			0
Autres réserves	36 526			36 526
Report à nouveau	22 114	110 815		132 929
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	148 883	-148 883	-50 965	-50 965
Subvention d'investissement nette	0			0
TOTAL	**1 295 399**	**0**	**-50 965**	**1 244 434**

√ Provisions pour risques et charges

	Ouverture	Dotation	Reprise	Clôture
Provisions pour risques :				
Risque non recouvrement FSE RA+Auvergne 201	40 000			40 000
Risque non recouvrement FSE RA+Auvergne 201	50 000			50 000
Risque non recouvrement FSE RA+Auvergne 201		30 000		30 000
Risque non recouvrement Feder 2017-2018		18 612		18 612
Sous-total	*90 000*	*48 612*	*0*	*138 612*
Provisions pour charges :				
Indemnités de fin de carrière	143 901	39 375		183 276
				0
				0
Sous-total	*143 901*	*39 375*	*0*	*183 276*
TOTAL	**233 901**	**87 987**	**0**	**321 888**

Ces provisions ont pour objet :
Provision pour risques
- une provision sur la convention FSE RA 2017 de 40 K€
- une provision sur la convention FSE RA 2018 de 40 K€
- une provision sur la convention FSE AUV 2018 de 10 K€
- en 2019 une provision sur la convention FSE RA 2019 de 25 K€
- en 2019 une provision sur la convention FSE AUV 2019 de 5 K€
- en 2019 une provision sur la convention FEDER 2016-2017 de 18,61 K€

Provision pour charge IDR qui prend en compte les données suivantes
- un âge de départ moyen à la retraite de 65 ans
- un calcul de l'indemnité théorique sur la base de la CCN des bureaux d'études et cabinets de
année d'ancienneté
- une probabilité d'être présent au sein de l'Aract au moment du départ à la retraite calculée en f
- un taux de charge moyen de 54%

Comptes Annuels 2019

√ Tableau de suivi des fonds dédiés

Convention	Année d'attribution	Montant initial de la convention	Fonds dédiés au 31/12/2018	Utilisation au cours de l'exercice (7894)	Annulation des fonds dédiés non utilisés	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds dédiés au 31/12/2019
			A	**B**	**C**	**D**	**E = A-B-C+D**
Convention Anact Dgt	2019	78 500				6 725	6 725
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
							0
TOTAL			**0**	**0**	**0**	**6 725**	**6 725**

La convention Dgt/Areso s'éléve à 78500 € pour l'année 2019. Le total des jours consommés pour le de l'ICIR SE est de 79,75 jours, soit 71 775 € (900€/ jour) ; un fonds dédié de 6725 € est donc constitué au 31/

√ Dettes

		Degré d'exigibilité du passif	
	Montant	Échéances à	
	brut	moins d'1 an	plus d'1 an
Emprunts	190 548	43 197	147 351
Soldes créditeurs de banque	0		
Avances et acomptes reçus	9 850	9 850	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 709	92 709	
Dettes fiscales et sociales	380 920	380 920	
Autres dettes	190	190	
TOTAL	**674 217**	**526 866**	**147 351**

√ Produits constatés d'avance

Au 31 décembre, le détail des produits constatés d'avance est le suivant :

	Montant	dont à	
	brut	moins d'1 an	plus d'1 an
PCA Fse RA 2020	250 025	250 025	
PCA Fse auv 2020	50 043	50 043	
ARS 2020	63 239	63 239	
AG2R 2020	10 680	10 680	
	0		
TOTAL	**373 987**	**373 987**	**0**

COMPTE DE RÉSULTAT / CHARGES

√ Achats d'études et prestations de services

La sous-traitance de l'activité confiée à des consultants externes est enregistrée dans le compte dont le détail est donné ci-dessous :

Prestataire	Objet	2019	2018
Actenso	Innovation sociale		9 000
Algoe	Difficultés de recrutement	6 000	1 800
Aract NA	primo médiation	1 346	5 249
Autres regards	ARESO		884
Data Master	4.H	996	
Goncalves	4.H (com)	1 080	
IC&K	proche aidants (com)	1 320	
e Doxaplus	Innovation sociale		12 000
Haliotis	ARESO		261
Michum	Difficultés de recrutement	4 998	
MSERA	proche aidants	5 450	7 040
Org'intégra	Innovation sociale		6 000
Rhône-Alpes Gor.	Filière viande		4 470
Perron	ARESO	12 965	6 999
Revest	ARESO	4 308	18 467
Aract ICIR	ARESO	51 068	44 636
Thuderoz	Inervention payante RPS	2 000	
Salvert	outil CSE (com)	3 750	
Université Lille	4.H	996	
TOTAL		**96 277**	**116 807**

√ Crédit-bail et location longue durée

L'association utilise les biens suivants financés par crédit bail ou en location longue durée :

Nature	Versements 2019	Total engagements	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
CB véhicule ED-327-ES	2 749	0	0		
CB véhicule EF-727-AS	3 231	0	0		
CB véhicule EQ-878-GC	4 341	2 894	2 894		
CB véhicule EQ-834-FN	4 341	2 894	2 894		
Location alarme	571	13 041	2 722	10 319	
CB Photocopieur	8 796	28 671	7 282	21 390	
TOTAL	**24 028**	**47 500**	**15 791**	**31 709**	**0**
TOTAL					**0**

√ Autres charges externes

		2019	2018
611	Sous-traitance générale		
612	Redevance de crédit bail	23 457	25 625
613	Location	27 511	32 096
	dont : location immobilière	*25 144*	*26 755*
	dont : location de véhicules		*2 916*
	dont : location mobilière	*2 368*	*2 425*
614	Charges locatives	4 265	4 493
615	Entretien réparation	86 338	63 519
	dont : sur biens immobiliers	*60 844*	*44 000*
	dont : sur biens mobiliers	*11 731*	*5 865*
	dont : maintenance	*13 763*	*13 655*
616	Primes d'assurances	11 829	11 421
617	Etudes et recherches		
618	Divers	16 042	6 201
	dont : organisation de formations, colloques, séminaire	*12 801*	*2 931*
621	Personnel extérieur		
622	Rémunérations intermédiaires et honoraires	55 512	33 187
	dont : comptabilité (expert-comptable, …)		
	dont : commissaire aux comptes	*10 859*	*10 599*
	dont : autres honoraires	*44 653*	*22 588*
623	Publicité, publication, relations publiques	9 939	17 467
	dont : manifestations (colloques, séminaires, formations,..		*5 051*
	dont : catalogues et imprimés	*2 967*	*5 659*
	dont : publications		*1 850*
	dont : site Internet et CRM	*882*	*4 155*
624	Transport de biens		360
625	Déplacements, missions et réceptions	71 412	67 137
	dont : déplacements et missions	*63 442*	*60 421*
	dont : réceptions	*7 970*	*6 716*
626	Frais postaux et frais télécommunication	34 065	39 686
627	Services bancaires et assimilés	3 588	1 226
628	Divers		
TOTAL		**343 957**	**302 420**

COMPTE DE RÉSULTAT / PRODUITS

√ prestations de services

détail par prestation **avec indication précise** des chantiers et des thèmes traités.

		2019	2018
Interventions initiées dans le cadre du réseau	Prestations Kemone (ARESO)	3 438	
	Prestations STAC BFC (ARESO)	7 000	
	Prestations IRSAM PACA (ARESO)	4 550	
	Prestations RPO Occitanie (ARESO)	1 500	
	Prestations Fédé des chasseurs 26 (ARESO)	2 500	
	Prestations centres sociaux 42-43 (RPS)	18 900	
	Prestations La poste (QVT)	19 200	
	Prestations Lamure bianco (GPS)	2 500	
	Prestations STEF (GPS)	10 244	
	Prestations Gendarmerie (QVT)	4 333	
	Prestations INRA (QVT)	5 000	
	Prestations MGEN escape game (QVT)	7 750	
	Prestations MGEN plateforme digitale + matinales (QVT)	11 250	
	rappel : montants 2018 (non détaillés)		112 728
	sous-total interventions initiées dans le cadre du réseau	*98 165*	*112 728*
Interventions initiées localement	Prestations Grenoble Alpes metropôle (QVT)	8 438	
	Prestations Valence-Romans agglo (QVT)	7 500	
	Prestations La dauphinoise (QVT)	12 500	
	Prestations association Ste Agnès (QVT)	18 125	
	Prestations Ehpad Ste Urcize (QVT)	4 167	
	Prestations ARAFDES (QVT)	408	
	Prestations Immobilière rhône-Alpes (QVT)	11 875	
	Prestations Coveris (QVT)	12 500	
	Prestations Ingerop (QVT)	7 500	
	Prestations ville de valence (QVT)	1 250	
	Prestations valence-Romans Agglo (QVT)	1 250	
	Prestations CAF 38 (QVT)	4 200	
	Prestations CCI France (QVT)	2 500	
	Prestations MFR pont de Veyle (QVT)	2 500	
	Prestations MGEN anim soirée (QVT)	1 500	
	Prestations MGEN ardèche CHSCT (QVT)	7 500	
	rappel : montants 2018 (non détaillés)		
	sous-total interventions initiées localement	*103 713*	*168 646*
total Interventions en entreprises (privées ou publiques)		**201 877**	**281 374**

formations initiées dans le	Formation MGEN académie Lyon (QVT)	2 000	
	rappel : montants 2018 (non détaillés)		
	sous-total formations initiées dans le cadre du réseau	*2 000*	*14 188*
Formations initiées localement	Formation Alimentec (QVT)	2 200	
	Formation Entraide Universitaire Haute loire (QVT)	8 750	
	Formation CVRH (QVT)	1 250	
	Formation UDL (facteur humain)	480	
	FormationLa dauphinoise (QVT)	7 500	
	rappel : montants 2018 (non détaillés)		
	sous-total formations initiées localement	*20 180*	*35 739*
total Formations, Conférences ou Séminaires		**22 180**	**49 927**

Autres	La poste frais déplacements	2 632	
	CCI France frais déplacements	449	
	CARSAT participation colloque RPS	3 000	
	rappel : montants 2018 (non détaillés)		
	total Autres	***6 081***	***1 135***
	TOTAL	230 138	332 436

√ prestations de mutualisation compta/paie

		2019	2018
Prestations Compta/paie pour le réseau	Prestations Aract Hauts-de-France	10 200	10 472
	Prestations Aract Bourgogne-Franche-Comté	5 095	5 068
	Prestations Aract Réunion	2 820	
	Prestations Aract Nouvelle Aquitaine	800	
	sous-total des prestations mutualisation réseau	*18 915*	*15 540*
Autres	Prestations mise à disposition MRIE	1 154	1 432
	total Autres	***1 154***	***1 432***
	sous-total des prestations compta/paies	*20 069*	*16 972*

Comptes Annuels 2019

√ Subventions d'exploitation

détail des subventions par convention **avec l'objet précis**	2019	2018	Ecarts 2019/2018
Anact/convention annuelle	322 480	361 630	-39 150
Anact/ARESO	37 500	40 000	-2 500
Anact/animation du FACT	8 500	10 000	-1 500
Anact/divers avenant	600	5 048	-4 448
Anact/clusters QVT	4 240		4 240
			0
sous-total ANACT	*373 320*	*416 678*	*-43 358*
DIRECCTE/CPER/BOPxxx/	485 050	485 050	0
			0
			0
			0
			0
DIRECCTE/hors CPER/BOP111/observatoire DS	2 821		2 821
DGT/ARESO	78 500	81 000	-2 500
			0
			0
			0
sous-total DIRECCTE	*566 371*	*566 050*	*321*
Conseil Régional/CPER/	498 400	569 680	-71 280
Conseil Régional/Innovation sociale		15 819	-15 819
			0
Conseil Régional/hors CPER/			0
			0
sous-total Conseil Régional	*498 400*	*585 499*	*-87 099*
Agence Régionale de Santé /partenariat réseau clusters QVT	*132 521*	*32 000*	100 521
TNT / pojet réseau transformation numérique	*14 806*	*11 452*	3 354
Anact/partenariat Opcalim-Opcalia/IAA	*7 800*	*39 975*	-32 175
partenariat réseau 4 (intitulé à préciser)			0
sous-total partenariats du réseau Anact-Aract	*155 127*	*83 427*	*71 700*
DRDFE (mission égalité HF)	10 000	10 000	0
Pôle emploi aide (contrat génération)	2 000	4 000	-2 000
Métropole de Lyon (GPECT)	33 000	14 000	19 000
Thesame (performance & QVT)		7 107	-7 107
AG2R (proches aidants)	39 320	39 673	-353
DRAAF (filière viande)	10 046	19 352	-9 305
			0
			0
			0
			0
			0
			0
sous-total autres financeurs (dont partenariats)	*249 494*	*177 558*	*71 935*
TOTAL CREDITS NATIONAUX ET REGIONAUX	**1 687 584**	**1 745 785**	**-58 201**
FSE/DIRECCTE/interventions QVT/mutations RA	250 003	275 083	-25 079
FSE/DIRECCTE/interventions QVT/mutations AUV	50 120	82 088	-31 967
FEDER/région Innovation sociale		15 819	-15 819
			0
			0
TOTAL CREDITS EUROPEENS	300 124	372 989	-72 866
TOTAL GÉNÉRAL	1 987 708	2 118 775	-131 067

Comptes Annuels 2019

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ARACT AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
14 rue Passet
69007 LYON

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Charbonnières, le 3 avril 2020

Le commissaire aux comptes
In Extenso Rhône-Alpes

Laurent SIMO